
Concertations sociales relatives à la réforme de la licence

Jérôme GIORDANO, secrétaire technique national

Le dialogue social, dont le SNPTES a toujours défendu la nécessité, doit être basé sur une écoute réciproque entre les politiques, les services du ministère et les organisations syndicales dans l'objectif d'établir des convergences. C'est une nouvelle fois dans cet esprit que le SNPTES participe aux concertations sociales en cours et qui sont relatives à la réforme de la licence.

Malheureusement ces concertations, qui n'ont de dialogue que le nom, synthétisent de manière dramatique le repli sur soi des politiques de notre ministère, voire le dédain pour ses interlocuteurs qu'ils soient représentants des étudiants, des personnels ou des établissements, mais aussi de ses propres services.

En effet, comment pourrait-on qualifier autrement l'absence de toute représentation du politique dans ces concertations ? Est-ce que le cabinet ministériel pense réellement que la situation actuelle autour de la réforme ORE ne nécessite pas une écoute extrêmement attentive des partenaires sociaux ? Pourquoi donc désertent ces concertations ?

Bien sûr ce type de concertation a toujours un intérêt dans l'échange avec les participants présents, qui dans ces conditions, essaient encore de construire et débattre. Cependant, le SNPTES n'a pas besoin que le ministère lui trouve des occupations dont la portée est malheureusement vaine.

Être présent à ces réunions permettrait, si c'était encore nécessaire, à nos politiques de mesurer les critiques sur la mise en œuvre de cette réforme et sur le manque de moyens alloués à nos universités. Les incertitudes sont immenses et le risque que nos futurs étudiantes et étudiants encourent est inacceptable. Mais peut être que, n'ayant rien à proposer pour répondre à ces questions légitimes, nos politiques préfèrent briller par leur absence.

Choisy-Le-Roi, le 20 avril 2018